

*Faux*

---

Nº. 351.

---

L'AMI DU PEUPLE,  
O U  
LE PUBLICISTE PARISIEN,  
JOURNAL POLITIQUE ET IMPARTIAL.

---

*Vitam impendere vero.*

---

Du Jeudi 27 Janvier 1791.

---

**C**OMMENT veut-on que le peuple respecte la loi, lorsque ceux qui sont en possession de régler sa conduite, de former son opinion, de diriger ses affections, la méprisent aussi ouvertement ?

Tout le monde sait que le projet, aussi injuste qu'imprudent & impolitique de la conquête du Comtat Venaissain, est sorti de la tête des chefs du club jacobin ; & il y a beaucoup à dire sur la loyauté, sur la délicatesse des moyens par lesquels ils ont voulu opérer cette conquête qui, comme toutes les conquêtes, est un vol insigné & manifeste. Ils ont, à Avignon comme à Paris, égaré le peuple ; ils l'ont soulevé par des émissaires gagés ; & ce pauvre peuple, trompé par l'intrigue, a été abandonné par la justice. L'Assemblée nationale a rejeté une demande de réunion dictée par l'esprit d'invasion, & qui répugnoit aux idées les plus simples de l'équité.

Il semble que ce décret auroit dû arrêter les entreprises des Jacobins, qui, sans doute, doivent être comme les autres, soumis à la loi.

Oh point du tout ; cette vérité n'est point dans les principes de nos Jacobins. Une loi n'est faite pour eux qu'autant qu'elle cadre avec leur intérêt, ou qu'elle favorise leur dessein ; dans le cas contraire, ils savent bien se mettre au-dessus, l'attaquer avec fureur, l'enfreindre sans pudeur, & la faire outrager par les gens qui sont à leur solde.

Il n'ont donc point respecté la loi qui devoit leur imposer silence à l'égard du Comtat Venaissin ; ils ont continué d'y fomenter la division, d'y entretenir le désordre, d'y foudroyer l'insubordination & l'anarchie, & n'ayant pu parvenir à faire tremper l'Assemblée dans leur horrible injustice, ils se sont retournés du côté des corps administratifs ; ils en ont faits leurs instrumens, & ils les ont portés à des démarches que la constitution leur défendoit.

Le département des bouches du Rhône, c'est-à-dire, le directoire, s'est permis d'écrire à l'Assemblée de Carpentras sur le sort d'un souverain, de faire des demandes, de menacer en cas de refus, & d'envoyer des troupes en son nom pour soutenir ses prétentions par la force. Telles ont été les causes de l'expédition dirigée contre Carpentras, & que la peur a fait retomber sur Cavaillon.

Combien n'est-il pas douloureux que des François aient eu une part active aux atrocités qui se sont commises dans cette malheureuse ville, & combien n'est-il pas dangereux pour la liberté que des corps administratifs François soient complices de ces horreurs, qu'ils les aient préparées & ordonnées, par l'abus le plus répréhensible, le plus effrayant d'un pouvoir qu'ils n'ont pas.

Peuple soyez attentif : est-il sans fondement ce dessein que nous vous annonçons chez ceux qui ont surpris votre confiance, de renverser votre constitution avec la monarchie, & de faire des corps administratifs autant de républiques fédératives. Voyez qu'elle différence raisonnable vous pourrez assigner entre une république fédérative, & l'état de choses où un département écrit à une puissance étrangère, lui fait des injonctions, & se permet des menaces que l'effet suit de près.

Songez que si un corps administratif peut de son autorité fuir la guerre à une puissance étrangère, il pourra de même la faire à un autre département avec lequel il aura quelque sujet de querelle ; & voyez dans quelle situation,



dans quel abîme du malheur vous jeteroit cet état républicain ; que de turbulens ambitieux veulent vous faire adopter. Les départemens se rivalisant bientôt , & soutenant leurs prétentions opposées par la force , vous vous trouverez rétrograder tout d'un coup de plusieurs siècles , & revenus à cet affreux temps de l'anarchie féodale où les seigneurs se faisoient la guerre les uns aux autres sans que le roi pût les en empêcher , vous vous verriez continuellement exposés aux fureurs des partis , & victimes de leurs débuts sanguinaires.

Reconnoissez donc le danger terrible d'un système insensé que l'on veut faire prévaloir , reconnoissez qu'il ne présente de faveur que pour l'ambition de ceux qui le soutiennent , mais qu'il est désastreux pour le peuple. Reconnoissez qu'il faut un roi en France pour faire disparaître toutes les tyrannies particulières , & que ce roi , mis dans l'heureuse impuissance d'opprimer , d'abuser de son pouvoir contre la liberté , doit avoir toute l'autorité nécessaire pour contenir toutes les ambitions , réprimer tous les désordres , punir tous les factieux , & soumettre tout le monde , sans exception , à l'empire de la loi.

Que l'affaire de Carpentras vous serve de leçon.

Et d'outeriez-vous que le club des Jacobins fût l'auteur de cette intrigue criminelle ? Voici de quoi lever tout vos doutes. Le club patriotique d'Aix , colonnie du club des Jacobins , auquel il est affilié , dont il est une émanation a écrit à l'assemblée de Carpentras , la lettre suivante :

#### M E S S I E U R S ,

Les amis de la constitution française , sont aussi les amis & les vainqueurs de l'humanité outragée. Juste comme les loix qu'il vient de se donner , le François a solennellement juré protection & secours , sans distinction , de sectes ni de contrée , à tout homme opprimé par son semblable.

Il paroît , Messieurs , que vous avez méconnu , ou voulu méconnoître ces grandes vérités , par l'abus sacrilège , & non interrompu du caractère auguste dont vous vous êtes revêtus.



Nous n'entreprendrons pas ici le détail révoltant des horreurs qui nous ont été dénoncés, par ce même peuple que vous vous obstinez si impudemment à représenter, nous vous observerons seulement qu'après les démarches sages & infructueuses de trois Départemens, si vous ne mettez un terme à tant d'excès, si vous ne faites tomber les fers des victimes du patriotisme, si vous ne révoquez vos infâmes proscriptions, si vous ne jurez, *foi de François*, sûreté & secours, au vertueux maire de Vaisoul, & au respectable M. Anseleux son compatriote, *Le tocsin des amis ARDENTS de l'humanité, va sonner, une sainte coalition va faire disparaître de la surface du globe les monstres qui la souillent.*

Voilà, Messieurs, les dernières intentions d'une société des vrais amis de la liberté & de l'humanité.

Signé Emerie, *président*, Gignoux, Naurochefort, Chaurand, Raspaud, *secrétaires*.

Il est donc prouvé, il est donc vrai que ce sont les Jacobins qui ont combinés, arrangés, commandés les fureurs qui ont dévastés Cavaillon.

Mais il a une étrange idée de son pouvoir, ce club qui écrit en son nom à une puissance étrangère, qui viole les droits les plus sacrés de la liberté, en s'en proclamant l'ami le plus ardent, qui annonce qu'en faisant sonner le tocsin, il peut effacer des peuples de la surface du globe, & qui peut du moins, d'un seul mot leur envoyer le meurtre, le carnage & l'incendie.

Combien une association qui jouit d'un pouvoir aussi monstrueux n'est-elle pas redoutable, même pour cette liberté dont elle se déclare le soutien. Peuple, j'ai bien peur d'un protecteur si puissant, & donc je ne puis pas même refuser le secours sans danger pour moi; un protecteur qui ne veut point absolument me laisser d'autre protection que la sienne, me menace de bien près de la servitude.

Que ce chef qui veut tout envahir, tout diriger, tout protéger, tout commander, tout faire enfin, vous soit suspect.

Il en est de ce club dévastateur & M. Robert qui nous donne un ouvrage intitulé: *le Republicanisme adapté à la*



*France*, ouvrage plutôt fait pour être dénoncé qu'analysé, & dont les maximes coupables appellent sur son auteur les plus rigoureuses vengeances de la loi.

Des invectives dégoûtantes, & répétées presque à chaque page contre l'Assemblée nationale & ses décrets, des personnalités injurieuses contre les plus estimables de ses membres, des louanges plus injurieuses, encore pour quelques autres, sur tout des horreurs contre le roi dont la nation tout d'une voix a consacré le pouvoir, & déclaré l'inviolabilité, des déclamations énergumènes contre la constitution elle-même, voilà ce que l'on trouve dans ce livre fait pour égayer ses lecteurs, pour les corrompre.

Les Jacobins diront-ils qu'ils l'approuvent par des maximes aussi dangereuses, des excès aussi criminelles. Pourquoi donc, leur demandons nous, souffrez-vous leurs auteurs dans votre sein? Pourquoi donc faites vous colporter des pareils ouvrages dans les ateliers, dans les cabarets? Pourquoi les faites vous déclamer par vos apôtres dans les rues, & sur les places au milieu de ces foules de désœuvrés, dont vous leur confiez l'instruction journalière? Comment croire à vos protestations quand elles sont si ouvertement démenties par votre conduite?

Par quel délire, certains écrivains, soit-disant patriotes, s'acharnent-ils contre tout ce qui porte le nom de roi? Par quelle mal-adresse établissent-ils que toutes les puissances voisines vont s'armer contre la France, parce qu'elle a voulu être libre? par quel aveuglement calomnient-ils la révolution, en la représentant comme un outrage à la royauté, qui appelle la vengeance de tous les monarques?

En consacrant la monarchie légale, en remettant toute la plénitude du pouvoir exécutif entre les mains du roi des Français, la constitution n'a certainement donné à personne le droit d'avilir un nom qu'elle a respecté. Elle ne sera pas terminée sans avoir établi des loix contre les factieux, qui, par leurs actions ou par leurs écrits, tenteroient d'ébranler le trône qu'elle a prétendu affermir, en le fondant sur les bases indestructibles de la loi.

Si la France a voulu être libre, si elle fait le devenir, en finissant de se donner une constitution sage & stable; pourquoi les puissances voisines s'armeraient-elles? pour y ramener le despotisme. Eh! ne savent-elles pas que la



liberté redouble ses efforts en raison des obstacles qu'on lui oppose pour la démembrer ! Ignorent-elles donc qu'un peuple qui vient de recouvrir ses droits ne laisse pas enlever ses foyers ! François ! soyez vraiment libres, n'obéissez qu'à la loi, mais obéissez-lui ; terminez le grand ouvrage de notre constitution, & vos voisins vous envieront, mais ne vous combattront pas.

Lorsqu'au milieu des représentans de la nation, Louis XVI a déposé le serment solennel de régner par les loix & sur des hommes libres, n'a-t-il pas consacré lui-même l'étendue & les limites que la constitution assignoit à son pouvoir ; & la France entière en acceptant ce serment, prononcé par un roi citoyen, n'a-t-elle pas reconnu que si la liberté est la sauve-garde de la monarchie, la monarchie est aussi la sauve-garde de la liberté ?

Il seroit tems que le peuple connût ses véritables amis, ou plutôt ne permit à personne de s'arroger ce titre, qui sous une feinte modestie, cache l'orgueilleux projet de dominer en protégeant. L'ami du peuple est comme le favori des rois : il ne vaut jamais ce qu'il coûte. Le bon citoyen diffère en tout de celui qui se dit ami du peuple. L'un ne conçoit de liberté que celle qui obéit aux loix ; l'autre n'admet de loix que celles qui obéissent ou se taisent à la voix des passions de la multitude : le premier respecte la volonté générale, même quand elle contrarie son opinion ; le second ne reconnoît l'expression de la volonté générale) que quand elle est conforme à son intérêt. Celui-ci veut l'estime ; celui-là cherche la faveur ; l'un enfin attend avec respect que l'oracle de la nation ait parlé dans le temple de ses représentans, tandis que l'autre va prendre dans les carrefours & au milieu des attroupe-mens, les réponses qu'il a dictées d'avance aux factieux, dont il dirige la voix & les mouvemens. O François, seroit-il donc vrai que vous ne saurez jamais être libres ? Voudrez-vous toujours obéir à des hommes plutôt qu'à des loix ? Ne vous serez-vous débarrassés des courtisans des rois, que pour ramper aux pieds des courtisans du peuple ? Laisseriez-vous sans cesse profaner le saint nom de la liberté (1) par des esclaves encore flétris des marques de leurs

(1) Certains hommes prononcent le mot LIBERTÉ, comme certaines femmes prononcent le mot AMOUR, pour se faire payer plus cher.



chaînes que vous avez brisées sans eux , & qu'ils s'honoreroient de porter encore , si vous ne les en eussiez pas délivrés.

Deux partis très-différens dans leur but véritable , mais plus unis qu'ils ne le paroissent dans leur but apparent & dans leurs moyens , joignent aujourd'hui leurs efforts pour avilir la royauté , séparer tellement le pouvoir exécutif de la constitution , qu'il n'en soit qu'un accessoire inutile , & conduire ainsi la France à se former insensiblement en république.

Le premier est celui des fastieux qui , n'ayant pu renverser le monarque , voudroient détruire la monarchie pour relever ensuite le trône & le remplir à leur gré.

Le second est celui des ambitieux auxquels une multitude de places importantes dans les provinces fédérées , serviroient de routes vers le poste éminent de président du congrès fédératif.

Heureusement pour la France , les projets coupables de ces deux partis sont aussi insensés , que leurs espérances sont vaines. La volonté générale de la nation est trop clairement exprimée dans le décret qui établit que *le gouvernement françois est monarchique* ; l'approbation générale de la nation en a trop unanimement prononcé la sanction , pour qu'il soit à craindre que les menées de quelques individus l'emportent jamais sur la sagesse & la fermeté des représentans du peuple françois.

Mais il y a peut-être des citoyens honnêtes , que l'amour de la liberté égare , jusqu'à leur persuader , qu'elle n'est pas compatible avec la monarchie ; & c'est à eux que nous présentons les observations suivantes.

La liberté est par-tout où la volonté générale fait la loi , où la loi seule commande , où tous les individus sont égaux devant elle.

Un gouvernement est essentiellement libre , quand il a pour principe fondamentaux que la souveraineté réside dans la nation entière , que la nation doit être constamment & légalement représentée , qu'il ne peut y avoir d'autorité supérieure à la loi.

La nation seule est souveraine , chaque partie de la nation est sujette. Celui qui persuaderoit à une portion du peuple qu'elle n'est pas soumise au peuple entier , prêcherait

le désordre & l'anarchie; & par-tout où l'anarchie se montre la liberté disparoit.

C'est au pouvoir exécutif que la Nation a confié l'auguste fonction de faire exécuter la loi. Comment ce pouvoir seroit-il incompatible avec la liberté, qui n'existeroit pas, si la loi n'étoit point exécutée?

La nation a déclaré que le gouvernement françois est monarchique: elle a remis entre les mains du roi le pouvoir exécutif; elle a reconnu que tous les citoyens françois sont des hommes libres; comment le nom de roi seroit-il incompatible avec la liberté?

Un bon gouvernement est celui où les pouvoirs sont tellement organisés, que la loi proposée s'y discute avec réflexion, & la loi promulguée s'y exécute avec activité.

La démocratie est tumultueuse, & les factions qui l'agitent la font passer sans cesse de l'anarchie au despotisme. L'aristocratie repousse cette égalité de droits sans laquelle il n'y a point de liberté. L'auligarchie ne fait que des tyrans & des esclaves; la monarchie légale est le gouvernement qui assure le plus efficacement le maintien de l'ordre, l'exécution des lois, la jouissance de la liberté: c'est celui dans lequel il est le plus facile de remédier, sans troubles & sans convulsions, à ce que l'expérience feroit trouver de défectueux dans les lois. C'est le seul enfin sous lequel une grande nation puisse conserver long-temps la paix avec ses voisins, & avec elle-même.

Le despotisme des hommes est insupportable & se détruit lui-même, parce qu'il n'est fondé que sur l'esclavage; le despotisme des loix est doux & durable, parce qu'il s'appuie sur la liberté.

---

De l'Imprimerie du véritable Ami du Peuple.